

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 33 – du 31 août au 7 septembre 2023

ZOOM SUR : ÉGYPTÉ – STRATÉGIE DES GRANDS GROUPES D'INFRASTRUCTURE

La construction représente historiquement l'un des secteurs les plus structurants de l'économie égyptienne (18% du PIB en 2021/22), les autorités ayant fait des grands travaux et de la modernisation des infrastructures une priorité de leur action. Quatre acteurs dominent ces grands chantiers d'infrastructures, dont les ministères sont souvent les clients principaux : l'entreprise publique héritière des travaux impulsés sous Nasser, Arab Contractors, et trois grands groupes privés Elsewedy Electric, Orascom et Hassan Allam. Avec un portefeuille de projets considérable majoritairement localisé en Égypte, ces acteurs constituent des portes d'entrées vers le marché égyptien pour les entreprises étrangères et s'imposent comme des partenaires privilégiés pour les entreprises françaises (Suez, Vinci, Alstom, Bouygues, ETF, Alstom, etc.).

La conjoncture économique de l'Égypte, frappée par la guerre en Ukraine et la crise des liquidités qui en découle, a conduit les autorités à se prononcer en faveur d'un report des nouveaux projets d'infrastructures non encore initiés nécessitant des devises étrangères. Ce ralentissement des programmes publics de grands travaux va de pair avec une volonté d'encourager les initiatives du secteur privé, corollaire au désengagement de l'État. Ce contexte incite ces grands groupes à plus de diversification, aussi bien sectorielle que géographique hors d'Égypte.

Ainsi, on observe un intérêt croissant pour les infrastructures dans les énergies renouvelables mais aussi pour le dessalement d'eau de mer, qui sont l'occasion de partenariats renforcés avec les entreprises étrangères et notamment françaises. Les autorités prévoient en effet le développement de 10 GW de renouvelables d'ici 2028. Par ailleurs, le Fonds souverain d'Égypte porte un ambitieux programme de dessalement, dans lesquels ces grands groupes sont en consortium avec certaines de nos entreprises.

On assiste également à une ouverture vers de nouveaux marchés, dans le Golfe (Arabie Saoudite), en Afrique (Libye, Algérie, Afrique subsaharienne), ou en Irak, dans la mesure où les principaux groupes égyptiens anticipent un ralentissement accru du « boom » des infrastructures en Égypte. Si le gros du carnet de commandes des groupes égyptiens est à ce jour encore localisé en Égypte, ils semblent vouloir inverser la tendance : réduire leur portefeuille égyptien au profit d'une part relative nettement plus importante des contrats à l'étranger. Dans le cadre de la stratégie présidentielle de faire de l'Égypte une puissance économique tournée vers l'Afrique, l'Afrique sub-saharienne représente des débouchés naturels pour ces groupes. Le projet caractéristique de cette ambition est le barrage hydroélectrique Julius Nyerere en Tanzanie où la coentreprise Elsewedy - Arab Contractors a investi plus de 3 Mds USD. L'Arabie saoudite semble néanmoins être la priorité de ces groupes, désireux de prendre part aux grands projets initiés par Mohamed Ben Salmene.

LE CHIFFRE À RETENIR

18 %

PART DE LA CONSTRUCTION
DANS LE PIB ÉGYPTIEN
EN 2021/2022

Service Économique du Caire



RÉGION

1. BAISSÉ DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET LE PROCHE-ORIENT AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Selon les données des douanes françaises, nos échanges de biens avec le Proche-Orient se sont réduits au premier semestre 2023 comparé au premier semestre 2022. Les exportations françaises vers le Proche-Orient ont diminué de -2% à 2,7 Md€, compte-tenu notamment de l'atonie de nos ventes vers Israël (+1% à 1 Md€, 40% du total) et l'Égypte (-4% à 0,9 Md€, 34% du total). Dans le même temps, les importations françaises depuis les pays du Proche-Orient ont fortement diminué (-18%, à 2,3 Md€), sauf depuis l'Irak (+9,9%, à 778 M€) et le Liban (+39%, à 46 M€). Notre solde commercial avec la région du Proche-Orient est désormais positif (+357 M€, contre -82 M€ au 1^{er} semestre 2022). En particulier, le solde avec l'Égypte est redevenu positif, et a été porté par la baisse des importations françaises (-49%, à 607 M€), en particulier d'hydrocarbures, de produits pétroliers raffinés, et de produits manufacturés. En revanche, le déficit commercial avec l'Irak s'est davantage creusé, notamment en raison de la hausse de nos importations et de la baisse simultanée de nos exportations (-34%, à 147 M€).

Pays	Exportations françaises (M€)		Évolution S1 2023/ S1 2022	% total PO S1 2023	Rang client S1 2023
	S1 2022	S1 2023			
Israël	1 050	1 063	1%	40%	40
Égypte	955	913	-4%	34%	45
Jordanie	179	184	3%	7%	80
Liban	162	184	14%	7%	81
Irak	221	147	-34%	6%	92
Iran	140	141	1%	5%	93
Syrie	9	16	69%	1%	156
Territoires Palestiniens	5	7	33%	0%	173
Total	2 722	2 655	-2%		

ÉGYPTE

1. VENTE DE PARTICIPATIONS PUBLIQUES - EASTERN COMPANY.

La société d'investissement émiratie Global Investment Holding (GIH) a acquis une participation de 30 % au sein de la Eastern Company, compagnie publique égyptienne de fabrication de tabac faisant partie des 35 entreprises concernées par le programme de privatisation gouvernemental. Avec cette transaction, la société émiratie récupère la

part des actions de la Holding Company for Chemical Industries (CIHC) pour un montant de 625 M USD, ce qui valorise Eastern à plus de 2 Mds USD réduisant la participation publique de 50,95 % à 20,95 %. Pour mémoire, le gouvernement affiche l'objectif ambitieux d'attirer 5 Mds USD d'investissements par le biais de cessions d'actifs publics au cours des neuf mois entre octobre 2023 et juin 2024.

2. BAISSÉ DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES BANQUES.

Selon les [chiffres de la Banque Centrale d'Égypte](#), les avoirs extérieurs nets des banques ont baissé de 800 M USD en juillet. La position nette des actifs étrangers du pays s'est ainsi améliorée, s'élevant à 26,3 Mds USD en juillet contre 27,1 Mds USD en juin. Cette légère amélioration peut être attribuée à une baisse des engagements nets du système bancaire, qui ont diminué d'environ 5 % pour atteindre 16,17 Mds USD en juillet (contre 17,13 Mds USD en juin). En parallèle, les engagements de la Banque Centrale ont légèrement augmenté pour atteindre 10,1 Mds USD, contre 10 Mds USD en juin. Pour mémoire, l'Égypte souffre d'une pénurie prolongée de devises depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et la hausse des taux d'intérêt. La pression sur la liquidité du système bancaire est par ailleurs accrue en raison de l'émergence d'un marché parallèle des devises où l'EGP se négocie avec une décote d'environ 20% par rapport au taux officiel (30,89 EGP pour 1 USD au 31/08/23 contre environ 38 EGP pour 1 USD sur le marché noir).

3. LE FONDS SOUVERAIN ÉGYPTIEN DOUBLE SON CAPITAL AUTORISÉ.

Le Premier Ministre égyptien Madbouli a pris la décision de doubler le capital autorisé du Fonds souverain d'Égypte pour le porter à 400 Mds EGP (12 Mds USD) dans un contexte de dévaluation accrue de la livre égyptienne. La présidente du Fonds souverain a déclaré en novembre 2022 que le capital autorisé du fonds serait porté à 1 Md EGP (33 M USD) d'ici trois ans. Pour rappel, le Fonds souverain possède près de 12 Mds USD d'actifs, ce qui en fait le 47^{ème} fonds souverain au monde. Ce véhicule d'investissement, créé en juillet 2018, est principalement chargé de la gestion du portefeuille d'actifs de l'État égyptien dans l'optique de générer des ressources supplémentaires.

Si le Fonds souverain joue un rôle majeur de centralisation dans la mise en place du programme



national de vente de participations publiques, il est également à la manœuvre dans le programme gouvernemental de dessalement d'eau de mer pour lequel trois entreprises françaises sont présélectionnées parmi les 17 consortiums.

4. LE CONSORTIUM ORASCOM, ENGIE ET TOYOTA SE VOIT ATTRIBUER UN TERRAIN POUR LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE ÉOLIENNE DE 3 GW.

Le consortium comprenant le français Engie, le japonais Toyota et le géant de la construction égyptien Orascom s'est vu attribuer un terrain de 852 km² à Sohag pour la construction d'un parc éolien de 3 GW dans le cadre d'une structure de construction-propriété-exploitation (*Build Own Operate*, BOO) en six phases prévoyant la mise en service de 500 MW chacune devant être opérationnelle d'ici fin 2028. Notons pour mémoire que la société saoudienne ACWA a signé en juillet un accord d'attribution de terrain de 3 000 km² à Sohag pour un projet de parc éolien de 10 GW. S'ajoute à cela le consortium Masdar/Infinity/Hassan Allam et l'entreprise Scatec qui prévoient de construire respectivement 10 GW et 5 GW de capacité sur le site de Sohag. Grâce à ces différents projets, le gouvernorat de Sohag, au centre de l'Égypte le long du Nil, disposera d'une capacité de production éolienne combinée de 28 GW, œuvrant ainsi en faveur des ambitions gouvernementales de produire 42 % de son énergie à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2030 et 60 % d'ici à 2040.

IRAK

1. EXPORTATION D'HYDROCARBURES.

En août, la valeur des exportations de pétrole brut a atteint 8,8 Mds USD contre 8,3 Mds USD un mois plus tôt, notamment attribuable à une remontée du prix du baril moyen exporté d'Irak de 78\$ en juillet à 83,4\$ en août – avec un volume qui stagne à 3,4 M de barils/jour. En cumulé, sur les huit premiers mois de l'année, la valeur des exportations pétrolière atteint ainsi 61,7 Mds USD (-24,4% en glissement annuel). Le transport d'hydrocarbures via l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan (Turquie) reste suspendu, entraînant une perte de près de 400 000 baril/jour pour le Kurdistan irakien, où la majorité des sites de production sont maintenus à l'arrêt – aucun accord ne semble se dessiner à court-terme entre Bagdad et Ankara pour une réouverture effective de l'oléoduc,

malgré une visite officielle turque en Irak à la fin du mois d'août. Par ailleurs, l'Irak a conclu un nouvel accord avec la Jordanie, portant à 450 000 le nombre de barils par jour exportés à partir du mois d'août, contre 300 000 auparavant.

2. PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE LA BANQUE MONDIALE.

Selon le dernier rapport semestriel de la Banque Mondiale sur l'économie irakienne ([Iraqi Economic Monitor Spring/Summer 2023](#)), l'Irak pourrait entrer en récession en 2023 (-1,1%), sous l'effet d'une baisse mondiale du cours du baril de pétrole, après une croissance du PIB de 7% en 2022. L'extrême dépendance du pays vis-à-vis de sa manne pétrolière (92,5% des recettes au T1 2023), l'atrophie du secteur privé et l'atonie du marché du travail malgré une démographie dynamique rendent le pays particulièrement vulnérable à la volatilité des prix du baril. La très nette amélioration des agrégats macroéconomiques de l'Irak en 2022 – dette publique ramenée à 53% du PIB, réserves de changes représentant désormais près de 15 mois d'importations – devraient toutefois atténuer à court terme les risques sur la stabilité macroéconomique du pays. Selon les données de la Banque Mondiale, la croissance a déjà ralenti au premier trimestre 2023, avec une progression réduite du PIB (2,6% en glissement annuel) due à un baril exporté à 75,4 USD en moyenne au T1 2023, contre 95,1 USD un an auparavant.

3. SIGNATURE D'UN ACCORD AVEC LA SFI SUR LA RÉHABILITATION DE L'AÉROPORT DE BAGDAD.

Le gouvernement irakien a signé le 3 septembre 2023 [un accord avec la Société financière internationale \(SFI\)](#), organisation du groupe Banque Mondiale consacrée au secteur privé, concernant la réhabilitation, l'expansion et la gestion de l'aéroport de Bagdad. La SFI sera chargée de structurer un projet de partenariat public-privé (PPP), dont la forme exacte n'a pas encore été précisée, avant que des appels d'offres ne soient émis à destination de possibles investisseurs. Il s'agit du premier projet de PPP en Irak – le pays ne dispose pas encore de cadre juridique encadrant spécifiquement ce type de contrat, bien qu'un projet de loi soit en préparation – confirmant la volonté du gouvernement d'impliquer davantage le secteur privé dans le développement du pays. La SFI avait déjà encadré des projets PPP aéroportuaires en Jordanie et en Arabie saoudite notamment.



IRAN

1. RÉVISION DE LA POLITIQUE DU TAUX SUBVENTIONNÉ PAR LA BCI.

Suite à une récente décision de la Banque Centrale, le taux de change pris en compte dans le calcul du prix du gaz fourni à l'industrie pétrochimique, aux produits pétrochimiques vendus sur l'IME (Iran Mercantile Exchange) et aux produits raffinés, passera du taux subventionné (1\$ = 285 000 IRR) au taux NIMA (le taux du jour 1\$ = 375 314 IRR), soit une hausse de 31% en g.a. Cette décision devrait affecter le prix des biens essentiels importés et l'Indice des prix à la production. Pour mémoire, au cours des quatre premiers mois de l'exercice en cours, les recettes pétrolières auraient atteint les 42% prévus pour cette période dans le budget en raison d'une surestimation du prix du baril de pétrole par le Majlis (85 \$ au lieu de 65 \$ proposé par le gouvernement) dans le budget 2023/2024.

2. HAUSSE DE 8,13% DE L'INDICE DU TSE.

Après une séquence de baisse continue (de 2,5 M au 07/05/2023 à 1,9M au 22/08/2023), l'indice principal du Tehran Stock Exchange (TSE) a progressé de 0,2 M pour atteindre 2,1 M le 05/09. Cette hausse résulterait du calendrier d'application de la décision du Conseil des Ministres d'augmenter le prix du gaz fourni au complexe pétrochimique. En vertu de cette décision, la formule de calcul du prix du gaz adoptée en 2016 restera en vigueur jusqu'à la fin du 7^{ème} plan quinquennal. Pour mémoire, cette formule avait été définie par le Ministère du Pétrole selon deux critères, **i**) le prix du gaz sur le marché intérieur, les exportations et les importations, **ii**) le prix moyen du gaz aux hubs gaziers d'Henry Hub (États-Unis), de NBP (Royaume Uni), de FFT (Pays bas) et d'Alberta (Canada). En vertu de la décision adoptée, le prix du m³ de gaz devrait osciller entre 40 000 - 60 000 IRR (au taux subventionné de 1\$ = 285 000 IRR) ou entre 50 000 - 80 000 IRR (au taux de NIMA 1\$ = 380 000 IRR), soit une différence de 20 000 à 30 000 IRR par rapport au prix du gaz appliqué en mai 2023 (1m³ de gaz = 70 000 IRR).

3. ACCROISSEMENT DU DÉSÉQUILIBRE DE LA BALANCE COMMERCIALE.

Selon l'administration des douanes, au cours des cinq premiers mois de l'année 2023/2024, 19,3 Mds \$ de biens non pétroliers auraient été exportés (-8,5%

en g.a) et 24,2 Mds \$ importés (+7,5% en g.a). Les principaux partenaires commerciaux sur cette période ont été la Chine (5,6 Mds d'importations, 7,1 Mds \$ d'exportations), les Émirats Arabes Unis (2,3 Mds \$ imp., 7,3 Mds \$ export), la Turquie (2,2 Mds \$ imp, 2,5 Mds \$ export), l'Inde (0,84 Mds \$ imp., 0,81 Mds \$ export), l'Irak (3,5 Mds imp) et l'Allemagne (0,88 Mds \$ exp). Sur cette même période, 2 Mds \$ de produits agricoles auraient été exportés et 0,9 Mds \$ de téléphones portables auraient été importés.

4. RENAULT ET PEUGEOT FIGURENT DANS LA LISTE DES IMPORTATIONS DE VOITURES D'OCCASION.

Selon l'Institut des Normes et de la Recherche Industrielle, l'importation de voitures d'occasion en provenance de 16 constructeurs européens et britanniques, 7 constructeurs japonais et 3 constructeurs coréens (Corée du Sud) est désormais autorisée. Renault et Peugeot font partie des fournisseurs homologués, ce qui constitue un retournement par rapport à la position adoptée, en novembre dernier, par l'ancien Ministre de l'Industrie. Pour mémoire, par un amendement à la Loi de réorganisation du marché automobile, le Madjles a autorisé l'importation de voitures d'occasion (véhicules âgés de plus de 5 ans) en supprimant l'obligation de transfert de technologie figurant aux articles 3 et 4 de la loi.

ISRAËL

1. LA PRODUCTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN HAUSSE.

La progression des énergies renouvelables semble se matérialiser. Outre les capacités opérationnelles recensées dans le tableau ci-dessous, ce sont probablement 700 MW supplémentaires qui seront installés d'ici fin 2024 par les principaux exploitants. Le ministère de l'Énergie israélien estime, qu'en tout, c'est-à-dire avec les installations captives et les particuliers, 5 800 MW sont opérationnels à fin juillet 2023. La part du renouvelable dans le mix électrique serait actuellement de 10%, au mieux.



Exploitants d'unités de production d'électricité d'origine renouvelable	Puissance installée
EDF Energies Renouvelables	572 MW
Energix	330 MW
Nofar Energy	273 MW
Shikun & Binui	262 MW
Doral Energy	217 MW
Enlight	109 MW
Solar Renewables	71 MW
Total	1834 MW

2. RÉÉQUILIBRAGE AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS ARABES EN ISRAËL ?

En 2021, le gouvernement Bennett a fait voter une loi prévoyant 30 Mds ILS sur 2022-2026 au profit des communautés arabes du pays. Cette mesure de rééquilibrage visait notamment à renforcer l'accès aux services publics de ces populations. Elle n'a pas été remise en question mais néanmoins, à fin 2022, ce sont uniquement 3,9 Mds ILS qui ont été versés sur les 6 Mds prévus pour la première année. Le Ministre des Finances a en outre bloqué certains versements. Les ministères de la Santé et des Transports (y compris la sécurité routière) sont ceux qui affichent les plus faibles contributions, puisque respectivement 25% et 30% des sommes budgétées dans ces secteurs ont été effectivement allouées. L'Éducation affiche la meilleure performance avec un taux de versement en 2022 de 80%.

3. COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ÉNERGIE AVEC CHYPRE ET LA GRÈCE.

Le Premier ministre israélien a participé à un sommet trilatéral avec ses homologues de Chypre et de Grèce. Les questions énergétiques étaient au cœur de cette rencontre. Israël devrait décider dans les prochains mois des investissements qui sont nécessaires pour l'exportation de ses excédents de gaz naturel: un nouveau gazoduc ou bien un terminal flottant de liquéfaction. Les liens avec Chypre, qui est l'État de l'UE le plus proche d'Israël, sont importants à deux titres, les deux pays partagent des droits sur le champ gazier Aphrodite (essentiellement chypriote) et l'idée d'une interconnexion sous-marine des réseaux électriques est régulièrement évoquée, malgré les défis techniques et financiers d'une telle opération.

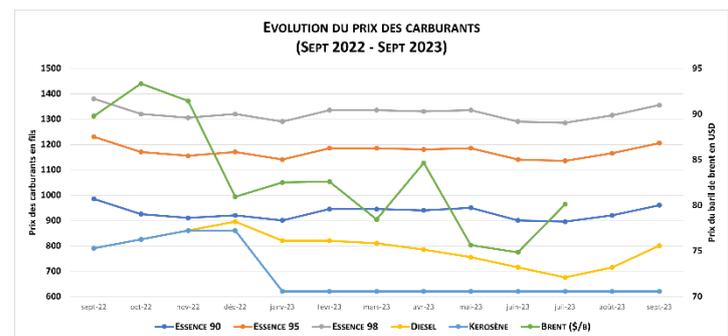
JORDANIE

1. AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS.

La commission de fixation des prix du Ministère de l'Énergie a annoncé une hausse des prix de vente des carburants pour le mois de septembre.

- Diesel : 0,8 JOD/litre (1,13 USD) + 11,9%
- Essence 90 : 0,96 JOD/litre (1,354 USD) + 0,04 JOD
- Essence 95 : 1,205 JOD/litre (1,699 USD) + 0,04 JOD
- Essence 98 : 1,355 JOD/litre (1,911 USD) + 0,04 JOD

En revanche, le prix du kérosène reste inchangé à 0,62 JOD/litre (0,874 USD) tout comme celui des bouteilles de gaz à 7 JOD (9,87 USD).



2. HAUSSE DES PRIX DU COMMERCE DE GROS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), au deuxième trimestre de 2023, les prix du commerce de gros ont augmenté de +1,28 % par rapport au deuxième trimestre de 2022. Cette hausse résulte d'une augmentation des prix des machines, équipements et fournitures de +3,24 % (avec une part dans l'indice de 9,33 %), des véhicules à moteur et pièces de +3,12 % (avec une part dans l'indice de 19,79 %), des vêtements et biens d'ameublement de +1,29 % (avec une part dans l'indice de 10,91 %), et des matières premières agricoles, céréales, produits alimentaires, boissons et tabac de +1,07 % (avec une part dans l'indice de 39,22 %). Néanmoins, on observe une baisse des prix des combustibles, métaux et matériaux de -0,90 % (avec une part dans l'indice de 20,76 %).



LIBAN

1. LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES POUR LE DÉBLAIEMENT DES DÉCHETS MÉTALLIQUES ISSUS DE L'EXPLOSION DU PORT DE BEYROUTH.

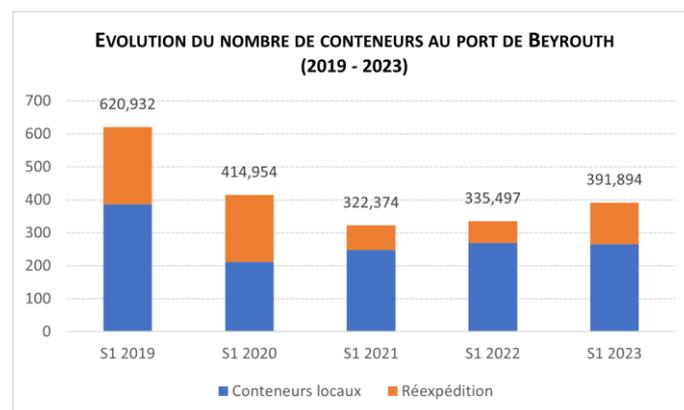
Le Ministre des Transports et Travaux Publics, Ali Hamié, a annoncé le 4 septembre le lancement de [l'appel d'offres sur le déblaiement des déchets métalliques](#) issus de l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020. Cette action, préalable au lancement de la réhabilitation du port, pourrait permettre au port de Beyrouth de vendre environ 9 500 tonnes de débris métalliques, à un prix qui débute à 175 USD la tonne. Les réponses sont attendues jusqu'au 3 octobre 2023.

2. DIFFUSION DE L'AVANT-PROJET DE BUDGET 2024.

Alors que le budget 2023 n'a pas encore été adopté par le Parlement, le Ministère des Finances a transmis au Conseil des Ministres l'avant-projet de budget 2024. Il prévoit un déficit équivalant à 14% des dépenses de 2024, après un ratio de 24% dans le projet de budget 2023. Les salaires et prestations sociales représentent 61,2% des dépenses, tandis que les dépenses en biens et services représentent 12,7%, les dépenses d'urgence 6% et le service de la dette 5,2%. Concernant les revenus, les taxes sur les biens et services représenteraient près de 55% des recettes fiscales, suivies par les impôts sur les revenus et les gains (16%), et les recettes provenant des droits de douane (6,5%).

3. AUGMENTATION DU TRAFIC DE CONTENEURS AU PORT DE BEYROUTH AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Le nombre de conteneurs traités au port de Beyrouth a augmenté de +17% au premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2022. Ce niveau de trafic, qui atteint près de 400 000 conteneurs, reste encore inférieur de -37% à celui du 1^{er} semestre 2019. Après plusieurs années de crise marquée par une baisse puis une stagnation du trafic de conteneurs, cette progression concerne avant tout l'activité de transbordement (+91% entre le S1 2022 et le S1 2023, à environ 125 000 conteneurs). Le trafic de conteneurs destinés au marché local a pour sa part diminué de -1%, après des volumes significatifs enregistrés fin 2022 dans un contexte d'anticipation de la hausse du taux de change appliqué aux taxes douanières.



PALESTINE

1. VERSEMENT PARTIEL DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES PAR L'AUTORITÉ PALESTINIENNE.

Depuis novembre 2021, les fonctionnaires palestiniens n'ont été payés intégralement qu'en mars 2023. En effet, le budget consacré à ce poste de dépense n'est pas suffisant du fait entre autres des retenues opérées par le Ministère israélien des Finances ou «clearance revenues» pour se dédommager du prélèvement de l'impôt dans les Territoires palestiniens. De ce fait, l'AP paye les salaires à ses 250 000 employés à hauteur de 80% s'endettant auprès d'eux de 2,5 Mds ILS (607 M EUR). Depuis le début de l'année 2023, 40% des recettes publiques, qui se sont élevées à 10 Mds ILS (2,5 Mds EUR), ont été dépensées en salaires mais 3,3 Mds ILS (810 M EUR) restent à payer aux fonctionnaires. Depuis 2021, ces parts non versées des salaires représentent 2,5 salaires par fonctionnaire environ.

2. BILAN SUR L'ALPHABÉTISATION DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS.

Le taux d'analphabétisme dans les Territoires Palestiniens (TP) est l'un des plus bas du monde d'après les dernières statistiques du [Palestinian Central Bureau of Statistics](#) publiées à l'occasion de la journée internationale pour l'alphabétisation le 8 septembre. 2,2% de la population palestinienne est considéré comme analphabète au sens de l'UNESCO en 2022 contre 13,3% en moyenne dans le reste du monde. Ce taux a diminué de 84 % dans les TP au cours des deux dernières décennies chutant de 13,9 % à 2,2 % entre 1997 et 2022. Aujourd'hui, plus de la moitié des personnes analphabètes sont des personnes âgées. En Cisjordanie, le taux d'analphabétisme s'élève à 2,4% contre 1,8% à Gaza.



Dans les TP, le taux est trois fois plus élevé pour les femmes (3,3%) comme pour les hommes (1,1%).

SYRIE

1. DÉGRADATION DU CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE.

Plusieurs manifestations ont éclaté ces dernières semaines en Syrie, notamment suite à la hausse des prix de biens essentiels et la dévaluation drastique de la livre syrienne (SYP). Au cours des deux derniers mois, la SYP a perdu 37 % de sa valeur sur le marché parallèle face au dollar (USD). Les protestations ont été déclenchées par les deux annonces conjointes concernant la hausse des salaires (salaire minimum et des fonctionnaires) et la levée des subventions sur l'essence. En effet, la hausse des salaires ne résout pas le problème du pouvoir d'achat : le prix moyen du panier alimentaire national a augmenté d'environ 150 % entre janvier 2022 et juin 2023 tandis que le nouveau salaire minimum est équivalent à 12 USD (selon le taux de change du marché parallèle d'environ 3 610 SYP par dollar, contre 25 USD auparavant). Les prix des carburants ont de leur côté augmenté de 401% entre janvier 2022 et aout 2023.

2. INVESTISSEMENTS SAUDIENS DANS LE PHOSPHATE ET LES ENGRAIS.

Deux entreprises saoudiennes ont été autorisées en aout par le gouvernement syrien à investir dans les secteurs du ciment, des engrais et de l'exploitation du phosphate. *Seven Wells for Phosphate Investment LLC* et *Seven Wells for Portland Cement LLC*, respectivement créées par 4 investisseurs saoudiens en novembre 2022 et janvier 2023, seront responsables d'activités d'extraction de phosphate et de production d'engrais ainsi que de la fabrication de ciment. Ce positionnement sectoriel semble traduire un intérêt croissant pour la reconstruction de la Syrie, mais également l'ouverture du régime

syrien à de nouveaux investissements dans des domaines stratégiques, jusque-là réservés à ses alliés proches. Cette décision s'inscrit dans un contexte de reprise du commerce bilatéral avec l'Arabie Saoudite (431 M USD en 2022, contre 205 M USD en 2020) et dans la lancée des levées de restrictions commerciales depuis janvier dernier.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH